

3. L'usurpation d'identité ne concerne que les entreprises.

- ☐ Vrai
☒ Faux

4. La CNIL est un organisme privé.

- ☐ Vrai
☒ Faux

5. La CNIL peut sanctionner les entreprises contrevenant au RGPD.

- ☒ Vrai
☐ Faux

6. Les entreprises doivent mettre en place un registre des traitements.

- ☒ Vrai
☐ Faux

7. Une entreprise peut collecter toutes les données personnelles qu'elle souhaite.

- ☐ Vrai
☒ Faux

8. Toute personne peut demander à une entreprise de rectifier les données la concernant.

- ☒ Vrai
☐ Faux

9. Les salariés doivent être informés de la mise en place d'un système de surveillance au sein de l'entreprise.

- ☒ Vrai
☐ Faux

10. Un employeur peut avoir accès aux courriels professionnels de ses salariés.

- ☒ Vrai
☐ Faux

2 Le respect des obligations du RGPD par les entreprises

Reliez ces situations à l'obligation RGPD correspondante.

« Nous avons recensé tous nos traitements de données pour vérifier comment sont collectées les données, où elles sont stockées, quelle est la durée de leur conservation. »

« Nous ne collectons des données qu'en contrepartie d'un "avantage client". Ainsi, l'internaute comprend l'intérêt de se connecter. »

« Nous interdisons à nos salariés de se partager des informations sur les clients par courriel. »

• Sécuriser les données

• Ne collecter que les données utiles

• Créer un registre des traitements des données

3 La validité d'un

Ce formulaire de c

Ce formulaire resp

- Les données coll

- L'entreprise dem
données pour la

- L'entreprise donr

4 Le contrôle de l

1. Qualifiez la situ

M^{me} Amiot est sala

absente, elle comn

ce dernier puisse a

Le supérieur const

avec une collègue

faute). Il convoque

M^{me} Amiot s'étonne

2. Indiquez si l'em

Selon la jurisprude

d'outils profession

sauf si le salarié le:

électroniques adre

L'employeur est en

comme personnel:

En revanche, la me

la présence du sal

siques » qu'aux se

3. Rappelez l'intér

La charte informat

outils numériques

le salarié qui enfre

L'objectif de ces rè

que les données d

POUR S'ENTRA

Entraînement gui

1. Caractérisez le:

1. Expliquez le pri

2. Déduisez-en le:

Un client de l'entr

avoir accès aux dc

La validité d'un formulaire de collecte de données

Le formulaire de contact respecte-t-il le RGPD ? Justifiez votre réponse.

Le formulaire respecte le RGPD :

- Les données collectées sont limitées à ce qui est nécessaire pour traiter la demande.
- L'entreprise demande à l'internaute de donner son consentement pour l'utilisation de ses données pour la prospection commerciale.
- L'entreprise donne un lien pour que l'internaute ait accès à la politique de confidentialité.

Le contrôle de la messagerie personnelle d'une salariée

1. Qualifiez la situation.

M^{me} Amiot est **salariée** d'une société de matériels de sécurité (**employeur**). Alors qu'elle est absente, elle communique ses identifiants de connexion à son supérieur hiérarchique afin que ce dernier puisse accéder à des documents professionnels.

Le supérieur constate alors que M^{me} Amiot a partagé des documents concernant des clients avec une collègue qui ne devait pas avoir accès à ces informations (**non-respect des règles, faute**). Il convoque M^{me} Amiot pour l'informer de son **licenciement** pour faute grave.

M^{me} Amiot s'étonne que son supérieur ait accédé à sa messagerie personnelle en son absence.

2. Indiquez si l'employeur pouvait accéder à la messagerie personnelle de M^{me} Amiot.

Selon la jurisprudence, les fichiers créés par le salarié dans le cadre de son travail et à l'aide d'outils professionnels (ex. : un ordinateur) sont présumés avoir un caractère professionnel, sauf si le salarié les identifie comme étant personnels. Ceci s'applique également aux courriers électroniques adressés par le salarié au moyen de sa boîte de messagerie professionnelle. L'employeur est en droit de les contrôler même en l'absence du salarié, sauf s'ils sont identifiés comme personnels.

En revanche, la messagerie personnelle ne peut être consultée par l'employeur en dehors de la présence du salarié. Ce principe s'applique tout autant aux boîtes de messagerie « classiques » qu'aux services de messagerie instantanée des réseaux sociaux.

3. Rappelez l'intérêt d'une charte informatique pour l'entreprise.

La charte informatique définit les droits et obligations des salariés en matière d'utilisation des outils numériques mis à leur disposition. Elle précise également les sanctions encourues par le salarié qui enfreint les règles définies.

L'objectif de ces règles est principalement de sécuriser l'accès au réseau de l'entreprise ainsi que les données de l'entreprise.

POUR S'ENTRAÎNER

Entraînement guidé, p. 60 *

1. Caractérisez les risques encourus par les clients de T.I.C.COM.

1. Expliquez le problème constaté par le client.

2. Déduisez-en les types de risques encourus par les utilisateurs.

Un client de l'entreprise T.I.C.COM s'est rendu compte que tout client de l'entreprise pouvait avoir accès aux données à caractère personnel d'autres clients par une simple manipulation

sur un lien fourni par l'entreprise, ce lien permettant de suivre ses demandes ou commandes faites sur le site de l'entreprise.

Ces données pourraient être divulguées sur Internet, être utilisées dans une campagne d'hamçonnage ou permettre une usurpation d'identité.

2. Expliquez pourquoi le client s'adresse à la CNIL.

Présentez les rôles de la CNIL mis en jeu dans cette situation.

La CNIL est chargée de veiller à la protection des données personnelles contenues dans les fichiers et traitements informatiques (ou sur support papier).

Ainsi, elle peut contrôler les entreprises sur le respect de la réglementation en matière de sécurité des données, de sa propre initiative ou après plainte d'internautes. La CNIL peut mettre en demeure l'entreprise fautive, qui doit alors mettre en place des mesures correctives. À défaut, la CNIL sanctionnera financièrement l'entreprise.

3. Montrez que l'entreprise T.I.C.COM n'a pas respecté la réglementation.

1. Résumez les reproches faits à l'entreprise par la CNIL.

2. Mettez en relation ces manquements avec les obligations des entreprises.

Dans un premier temps, l'entreprise T.I.C.COM n'a pas respecté l'obligation d'assurer la sécurité des données collectées et notamment le principe du *privacy by default* qui définit l'obligation de paramétrer par défaut des outils ou produits numériques pour assurer la meilleure protection.

Après un contrôle, la CNIL a demandé à l'entreprise de modifier la procédure de contact du service après-vente. Celle-ci s'est contentée de demander à son sous-traitant de prendre les mesures nécessaires. Cependant, si son sous-traitant a la responsabilité de garantir l'intégrité, la sécurité et la confidentialité des données qui lui sont confiées, T.I.C.COM doit contrôler que les mesures ont bien été mises en place. Or, une semaine après, la CNIL constate que les données des clients sont toujours accessibles.

POUR PRÉPARER L'EXAMEN, p. 61

Cas d'entreprise - Agence immobilière Delannoy

Mission 1 - Les enjeux de la collecte des données pour l'entreprise

1. Indiquez si les informations collectées sont des données personnelles (annexe 1).

Une donnée à caractère personnel est définie comme « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ». Est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou par un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Ici, il s'agit bien de données à caractère personnel, la personne qui remplit le formulaire étant identifiée.

2. Précisez l'intérêt pour l'agence immobilière de collecter ces données.

Grâce à ces informations, l'agence va pouvoir proposer des biens immobiliers correspondant aux attentes de la personne ayant rempli le formulaire.

Mission 2 - Le

3. Expliquez qu

l'utilisation de
La « pige immo
un site Internet
connaître des c
souvent un outi
Ces informatio
l'agence immob
son consentem
quelles donnée
démarche à effe

Mission 3 - La c

4. Indiquez s'il e

L'employeur a l
appels de ses sa
riés ; l'améliora
Ici, M^{me} Delanno
les clients, peut

5. Précisez quel

Des conditions d
- Les enregistre
Les document
- Marine et ses i
écoute, de la d
d'accès et de r

mandes ou commandes

ns une campagne d'ha-

lles contenues dans les

entation en matière de
rnautes. La CNIL peut
es mesures correctives.

tion.

epprises.

ation d'assurer la sécu-
lt qui définit l'obligation
rer la meilleure protec-

océdure de contact du
-traitant de prendre les
é de garantir l'intégrité,
COM doit contrôler que
CNIL constate que les

lles (annexe 1).

on se rapportant à une
rsonne physique iden-
indirectement, notam-
ation, un identifiant en
ité physique, physiolo-

polit le formulaire étant

es.

obiliers correspondant

Mission 2 - Le cadre réglementaire

1. Expliquez quels sont les problèmes soulevés par la pratique de la pige immobilière dans l'utilisation des données personnelles (annexe 2).

La « pige immobilière » consiste à contacter un propriétaire privé ayant posté une annonce sur Internet ou sur les réseaux sociaux. L'objectif pour l'agent immobilier est de se faire connaître des clients potentiels et de proposer ses services. Pour cela, les agences utilisent souvent un outil informatique permettant « d'aspirer » ces informations.

Ces informations étant des données à caractère personnel, cette pratique est encadrée : l'agence immobilière est tenue, avant de démarcher une personne par téléphone, de recueillir son consentement. Elle doit également indiquer à la personne qu'elle souhaite démarcher quelles données personnelles elle a récupérées, où elles ont été récupérées, et préciser la démarche à effectuer pour s'opposer à tout démarchage.

Mission 3 - La collecte et le traitement des données des salariés

4. Indiquez s'il est possible à M^{me} Delannoy d'enregistrer les appels de Marine (annexe 3).

L'employeur a la possibilité de mettre en place ponctuellement un dispositif d'écoute des appels de ses salariés dans des buts précis : la formation des salariés ; l'évaluation des salariés ; l'amélioration du service rendu aux clients.

ici, M^{me} Delannoy, souhaitant aider Marine à progresser dans son contact au téléphone avec les clients, peut mettre en place une écoute des appels.

5. Précisez quelles sont les conditions qu'elle devra respecter (annexe 3).

Des conditions de conservation des données et d'information sont à respecter :

- Les enregistrements des appels de Marine ne pourront pas être conservés au-delà de 6 mois. Les documents d'analyse de ces écoutes pourront être gardés jusqu'à 1 an.
- Marine et ses interlocuteurs doivent être informés de l'existence du dispositif, du but de cette écoute, de la durée de conservation des données, de leur droit d'opposition, de leurs droits d'accès et de rectification, de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.